Editorial

Edith Cresson

► To cite this version:

| Edith Cresson. Editorial. 1982, pp.5-6. 10.4267/2042/21608 . hal-03423420

HAL Id: hal-03423420

<https://hal.science/hal-03423420>

Submitted on 10 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ÉDITORIAL

Ce Ministère n'avait qu'un an lorsque lui fut confiée la mise en œuvre de la loi du 4 avril 1882 sur la Restauration des Terrains en Montagne, tâche qu'il n'a pas cessé d'assumer depuis lors.

Je me réjouis que la Revue forestière française ait songé à commémorer le centenaire d'un texte législatif encore en vigueur pour l'essentiel, et qui était, sur bien des points, très en avance sur son temps.

Par son champ d'application, géographiquement limité « à la montagne », la loi de 1882 a ouvert la voie aux mesures spécifiques qui, beaucoup plus tard devaient tenter de revitaliser ces territoires.

Par une application nouvelle de la notion d'utilité publique sur de vastes espaces elle a, pour la première fois à cette échelle, clairement affirmé le principe de la primauté de l'intérêt général, représenté par la protection du public contre les risques naturels, sur les intérêts particuliers.

Par les moyens mis en œuvre pour l'appliquer, l'État, combinant son action à long terme de reboiseur avec des aides à l'économie pastorale et avec l'emploi massif sur ses chantiers d'une main-d'œuvre gravement menacée par l'exode rural, a pratiqué avant la lettre une politique globale « d'aménagement du territoire ».

La loi de 1882 témoignait ainsi de la volonté politique d'unir les différentes parties du territoire national par un lien de solidarité donnant aux plus défavorisées d'entre elles les moyens de surmonter leurs handicaps naturels. Cette volonté anime toujours le gouvernement dans l'élaboration en cours d'une nouvelle politique de la montagne.

Des réussites remarquables ont couronné maintes actions des services R.T.M. Elles ne seront pas évoquées dans ce numéro car le long terme est discret par nature : il n'y a plus de témoins de ce qu'étaient l'Aigoual ou les marnes noires de Haute-Provence avant la R.T.M., sauf quelques photographies jaunies où l'on a de la peine à reconnaître le relief inchangé des sites maintenant recouverts d'un somptueux manteau forestier. Les statistiques constatent bien la baisse en fréquence

et en intensité de crues autrefois redoutables mais à quoi imputer cette amélioration ? Chacun sait qu'en matière de prévention seul l'échec se voit.

Avec raison la Revue forestière française a préféré consacrer ces quelques pages aux problèmes nouveaux qui se posent aujourd'hui aux services R.T.M.

Certains de ces problèmes sont un héritage du passé, mais la plupart sont nés de la ruée des citadins vers la montagne au cours des 20 dernières années. De nouvelles utilisations de l'espace montagnard compromettent les délicats équilibres naturels anciens : assurer la sécurité des nouveaux usagers, rétablir de nouveaux équilibres permettant de préserver la qualité de l'environnement montagnard, figurent désormais parmi les missions essentielles de la Restauration des Terrains en Montagne.

Mais un déli de cette nature ne se relève pas seul, fût-on l'Etat. Toutes les collectivités locales, les organisations d'usagers, le public lui-même, peuvent et doivent collaborer à une gestion responsable d'un patrimoine commun à tous les montagnards.

Il revient à l'État d'organiser cette lutte pour la sécurité en sensibilisant chacun aux risques encourus, en suggérant des comportements quotidiens plus attentifs aux équilibres essentiels, en appelant chacun à participer aux décisions communes, en recueillant le consensus de tous sur le programme à réaliser, en participant à la définition technique des travaux, en aidant à leur financement, en conduisant éventuellement leur exécution.

Telle est la tâche à laquelle je convie les Services de Restauration des Terrains en Montagne au début de leur deuxième siècle d'existence.

E. CRESSON

Ministre de l'Agriculture